

Évaluation de la politique publique de la répartition régionale de l'investissement public (2015-2022) : ambitions et déséquilibres

Evaluation of public policy on the regional distribution of public investment (2015-2022): ambitions and imbalances

ELKOHLI Loubna

Doctorante

Université Hassan Premier – Settat Hassan First University of Settat,

Faculté d'Économie et de Gestion

Laboratoire de la Recherche en Économie Théorique et Appliquée (LARETA), Settat, Maroc

Date de soumission : 26/05/2025

Date d'acceptation : 29/06/2025

Pour citer cet article :

ELKOHLI. L. (2025) « Évaluation de la politique publique de la répartition régionale de l'investissement public (2015-2022) : ambitions et déséquilibres », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 7 » pp : 344- 370.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Depuis l'instauration de la réforme de la régionalisation avancée en 2015, le Royaume a mis en place une politique volontariste d'investissement public visant à moderniser ses infrastructures, renforcer son attractivité économique et réduire les disparités régionales. Cet article fait le point sur la politique publique de la répartition régionale de l'investissement public et analyse son impact sur la croissance régionale durant la période 2015-2022. Au fil des derniers décennies, la répartition régionale des investissements publics au Maroc a connu des mutations remarquables, initialement marquée par une approche centralisée, cette politique a progressivement évolué vers un modèle de décentralisation et de régionalisation avancée, dans le but de répondre de façon plus équitable aux exigences de développement des différentes régions. Toutefois, la répartition régionale des investissements publics se heurte à des défis et demeure inégale, avec une concentration des grands projets dans certaines régions au détriment d'autres, plusieurs théories économiques, notamment la théorie de la polarisation, Perroux (1950), affirme qu'une concentration excessive des investissements risquerait de marginaliser les territoires périphériques. En l'occurrence, malgré des avancées significatives, cette politique suscite des enjeux concernant son efficacité concrète. Dans ce cadre, l'objectif de ce travail est d'examiner les disparités régionales en présence d'une répartition inégale de l'investissement public, surtout que certaines régions dévoilent des taux de croissance élevés, alors que d'autres accusent un retard en matière de croissance territoriale.

Mots clés : Répartition régionale de l'investissement public, la théorie de la croissance régionale, croissance régionale, performance, disparité régionale.

Abstract

This article takes stock of the public policy of regional distribution of public investment and analyzes its impact on regional growth during the period 2015-2022. Over the last decades, the regional distribution of public investment in Morocco has undergone remarkable changes, initially marked by a centralized approach, this policy has gradually evolved towards a model of decentralization and advanced regionalization, with the aim of responding more equitably to the development requirements of different regions. However, the regional distribution of public investment faces challenges and remains uneven, with a concentration of major projects in certain regions to the detriment of others, several economic theories, including the theory of polarization, Perroux (1950), asserts that an excessive concentration of investments would risk marginalizing peripheral territories. In this case, despite significant progress, this policy raises questions regarding its practical effectiveness. In this context, the objective of this work is to examine regional disparities in the presence of an unequal distribution of public investment, especially since some regions reveal high growth rates, while others are lagging behind in terms of territorial growth.

Keywords : Regional distribution of public investment, regional growth theory, regional growth, performance, regional disparity.

Introduction

L'investissement public joue un rôle crucial dans la promotion du développement économique et social au Maroc. La politique publique de l'investissement public au Maroc entre 2015 - 2022 a constitué un moteur essentiel du développement économique et social, avec des projets ambitieux en infrastructures, transition énergétique, digitalisation et développement territorial. Cette dynamique s'inscrit dans une vision stratégique encadrée par les hautes orientations royales, le Nouveau Modèle de Développement (NMD) et les engagements internationaux du Maroc.

Depuis l'instauration de la réforme de la régionalisation avancée en 2015, le Royaume a mis en place une stratégie volontariste visant à moderniser ses infrastructures, renforcer son attractivité économique et réduire les disparités régionales.

Dans ce cadre les autorités gouvernementales se sont efforcées d'optimiser la répartition régionale des investissements dans le but de favoriser la croissance économique au niveau locale et diminuer les disparités territoriales.

Toutefois, la répartition régionale des investissements publics se heurte à des défis et demeure inégale, avec une concentration des grands projets dans certaines régions au détriment d'autres, et malgré des avancées significatives, cette stratégie suscite des enjeux concernant son efficacité concrète, et sa pertinence au niveau des affectations budgétaires et son influence sur l'équilibre du développement régional.

Selon la théorie de polarisation, les régions moins développées ont la capacité de réduire l'écart de richesse avec les régions plus prospères grâce à des investissements publics ciblés. Cette notion repose sur l'idée de convergence conditionnelle, selon laquelle les régions moins développées ont tendance à croître plus rapidement que les régions plus avancées, à condition qu'elles bénéficient d'un niveau adéquat d'investissement public et d'un cadre institutionnel favorable (OCDE, 2019).

Dans le but de répondre à la problématique de la contribution de la politique la répartition régionale des investissements publics au Maroc à la croissance des régions, et ses défis pour garantir une répartition équitable et efficace. La question fondamentale est d'étudier comment la répartition régionale de l'investissement public influence-t-elle la croissance des différentes régions ? Et quels sont les mécanismes qui peuvent encourager ou entraver cette croissance ? En effet, l'analyse de la répartition régionale des investissements publics, nous permet de mettre l'accent sur le niveau de la croissance économique des régions, et d'identifier les

facteurs économiques, politiques, géographiques et institutionnels qui influencent cette répartition.

Cet article emploie une méthodologie d'analyse approfondie du contenu des rapports nationaux et internationaux qui abordent notre problématique de recherche, ainsi que des données statistiques sur l'investissement public régional et le taux de croissance des régions ainsi que publiée par ministère d'économie et de finance et du haut-commissariat des comptes durant la période 2015 – 2022 pour garantir la fiabilité académique de notre étude.

Pour mieux répondre à notre problématique de recherche, notre article est structuré en deux sections : La première explore la littérature économique théorique et empirique qui traite la relation entre la répartition régionale de l'investissement public et la croissance régionale, le cadre conceptuel de notre recherche, la deuxième évalue la dynamique de la politique de la répartition régionale de l'investissement public sur la croissance des régions et son impact sur la réduction des disparités régionales.

1. ANCRAGE THEORIQUE ET CONCEPTUEL DE LA REPARTITION DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC ET DE LA CROISSANCE REGIONALE

La littérature économique, qu'elle soit théorique ou empirique, a largement progressé au cours des dernières décennies en ce qui concerne l'analyse de la relation entre l'investissement public et la croissance régionale.

Il est crucial d'avoir une compréhension concise des théories concernant la corrélation entre l'investissement public et la croissance régionale, afin de mieux appréhender leur évolution, leur cadre conceptuel et leur impact sur le développement des territoires.

La théorie de la croissance endogène, qui a révolutionné l'analyse économique en mettant en avant l'idée selon laquelle la croissance peut être générée de manière interne, a mis en lumière le rôle crucial de l'investissement public dans la stimulation de la croissance régionale.

Les dépenses publiques, en renforçant les infrastructures, le capital humain et l'innovation, ont le potentiel de produire des externalités positives et de promouvoir une croissance économique durable (Romer, 1986 ; R. Barro, 1988 ; Lucas, 1988). Toutefois, pour maximiser ces effets, il est essentiel que les investissements publics soient ciblés, efficaces et adaptés aux spécificités régionales.

La théorie de la croissance endogène, développée par Paul Romer (1986) et Robert Barro (1988), postule que la croissance économique est influencée par des choix et des décisions économiques internes, tels que l'allocation des dépenses publiques, l'investissement dans le capital humain (éducation, formation) et les infrastructures publiques (routes, ports, ..) ; à la

différence des modèles de croissance exogène, dans lesquels la croissance à long terme est principalement déterminée par des facteurs externes tels que le progrès technique.

En réalité, la théorie de la croissance endogène met en avant le rôle des politiques publiques et des investissements dans la stimulation de la croissance au niveau régional. De plus, la répartition régionale de l'investissement public revêt une importance capitale pour les politiques publiques visant à atténuer les disparités régionales et à favoriser une croissance économique inclusive.

Depuis les recherches menées par Barro (1988), les théories de la croissance endogène confirment l'apport positif du capital public pour l'amélioration du niveau de la croissance nationale à long terme.

La répartition régionale de l'investissement public est un levier efficace pour stimuler la croissance économique et atténuer les inégalités régionales. Toutefois, pour maximiser son impact, il est vital que les ressources soient allouées de manière optimale, en tenant compte des spécificités régionales et en s'appuyant sur des institutions solides et transparentes (R. J. Barro et Sala-I-Martin, 1992)

La répartition inégale de l'investissement public entre les régions peut entraîner des disparités économiques et sociales. En effet la concentration de l'investissement public dans certaines régions, peut entraver le potentiel de croissance d'autres territoires moins favorisés, et contribuer à creuser les écarts économiques et sociaux et même limiter le développement global d'un pays (Martin et Sunley, 1998).

1.1. CADRE CONCEPTUEL ET REVUE DE LITTERATURE

1.1.1.LA REPARTITION REGIONALE DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC

Les investissements publics font référence aux dépenses engagées par les autorités publiques dans le but d'accroître les actifs de la nation. Selon Hirschman et Sirkin (1958) l'investissement public désigne les biens et les services qui favorisent le développement de l'activité économique.

On peut les définir couramment comme des dépenses visant à accroître de manière constante les actifs publics, tout en améliorant le bien-être, ces dépenses sont essentielles pour corriger les défaillances du marché, promouvoir l'équité et soutenir la croissance économique à long terme (Musgrave & Musgrave, 1989) (Stiglitz & Rosengard, 2015).

Selon l'étude de l'OCDE (2015), il est affirmé que les dépenses en capital et les investissements publics des gouvernements ont un effet multiplicateur. Ainsi, dans une

économie où l'activité est en dessous du potentiel, réanimer l'investissement productif est la condition primordiale à la croissance.

En outre, l'investissement public peut contribuer de manière positive à la croissance économique, à la création d'emplois, à l'amélioration de la productivité, à la promotion de l'inclusion sociale, à l'attractivité des investissements privés et à la durabilité du développement d'un pays. En s'appuyant sur ce cadrage conceptuel, notre recherche définit l'investissement public comme les dépenses engagés par les gouvernements au niveau national, régional et même local afin de concevoir, de maintenir ou d'améliorer des actifs physiques, sociaux ou économiques destinés à être utilisés de manière collective dans l'intérêt public.

Le cadre conceptuel de la répartition régionale de l'investissement public, vise à comprendre les mécanismes par lesquels les investissements publics influencent le développement économique régional. Il repose sur des théories qui expliquent comment les ressources publiques sont allouées entre les différentes régions d'un pays.

La répartition régionale de l'investissement public repose sur des critères directeurs pour assurer une distribution équitable des ressources financières allouées aux projets publics dans les différentes régions d'un pays, dans le but de promouvoir le développement harmonieux et le bien-être régional.

Les régions en offrant de meilleures opportunités économiques, comme les zones industrielles ou les centres urbains, peuvent attirer davantage des investissements publics, ainsi que les zones ayant une capacité plus élevée de croissance et de développement économique reçoivent souvent une priorité pour les investissements publics (Martin et Sunley 1998), ce qui illustre l'influence des opportunités économiques sur les décisions de répartition des ressources.

D'après Rodriguez-Pose et Ezcurra (2010), les gouvernements peuvent adopter des politiques de redistribution visant à soutenir les régions moins développées en leur allouant des ressources plus conséquentes afin que la décentralisation puisse contribuer à atténuer les disparités régionales.

Selon Stiglitz, s. d. (2012), la répartition régionale de l'investissement public implique des décisions stratégiques sur comment allouer les ressources publiques entre différentes régions pour atteindre des objectifs économiques et sociaux, en précisant que les gouvernements peuvent choisir entre : (i) Equité pour assurer une répartition juste des ressources, réduire les inégalités régionales et promouvoir un développement inclusif, ou (ii)

Efficacité pour Maximiser l'impact des investissements publics sur la croissance économique globale.

Toutefois, selon Charron et al., (2014), la qualité de la gouvernance y compris la capacité institutionnelles des régions, et une meilleure capacité de gestion des ressources et d'exécution des projets influent directement sur la répartition des investissements publics. Leur étude met en évidence que les régions dotées d'une bonne capacité institutionnelle sont mieux placées pour attirer des fonds publics, car elles sont perçues comme plus aptes à optimiser et utiliser efficacement ces ressources.

Sur le même ordre d'idées, les instances internationales notamment la BM, l'OCDE, et le FMI accordent des définitions distinctes sur la répartition de l'investissement régional (voir Figure n 1).

Figure 1 Définition de la répartition régionale de l'investissement public

Banque mondiale :

La Banque Mondiale met l'accent sur l'importance de l'investissement public pour réduire les disparités régionales et promouvoir un développement équilibré. Selon elle "La répartition régionale de l'investissement public désigne l'allocation des ressources publiques entre les différentes régions d'un pays, dans le but de promouvoir un développement équilibré et inclusif. Elle vise à corriger les déséquilibres territoriaux en ciblant les régions défavorisées tout en maximisant l'impact économique et social des investissements." (Kim et al., 2020) .

Fonds Monétaire International :

Le FMI met l'accent sur l'importance de la **gouvernance** et de la **transparence** dans la répartition des investissements publics. Il souligne que les décisions d'investissement doivent être basées sur des analyses coûts-avantages rigoureuses pour éviter les gaspillages et maximiser les retombées économiques.

"La répartition régionale de l'investissement public se réfère à l'allocation des dépenses publiques entre les différentes régions, en tenant compte des besoins spécifiques de chaque territoire et des objectifs macroéconomiques nationaux. Elle doit être transparente, efficiente et alignée sur les priorités de développement à long terme." (International Monetary Fund, 2015).

OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques)

L'OCDE insiste sur la nécessité d'une planification stratégique et d'une coordination intergouvernementale pour assurer une répartition efficace de l'investissement public. Elle souligne l'importance de lier les investissements publics aux objectifs de développement régional.

"La répartition régionale de l'investissement public est un processus qui consiste à allouer les fonds publics de manière à soutenir les priorités de développement des territoires. Elle doit être guidée par des critères de performance, d'équité et de durabilité, tout en tenant compte des spécificités locales." (OCDE, 2024).

Source : Rapport des organisations et adaptation de l'auteur

Dans notre article nous optons pour la définition de l'OCDE, qui souligne que la répartition régionale de l'investissement public fait généralement référence à la manière dont les gouvernements allouent les ressources publiques pour des projets d'investissement (infrastructures, éducation, santé, ...) entre différentes régions d'un pays. L'objectif est souvent de réduire les disparités régionales, de promouvoir une croissance équilibrée et de renforcer la cohésion territoriale (OCDE, 2024).

1.1.2. PERFORMANCE DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC

La performance de l'investissement public est une notion multidimensionnelle qui va au-delà de la simple réalisation des projets, pour inclure leur contribution au bien-être collectif. Elle se réfère à l'efficacité et à l'efficience avec lesquelles les ressources publiques sont utilisées pour réaliser des projets d'infrastructure, de services sociaux ou de développement économique.

Keynes, J. M. (1936) a mis en avant le rôle des investissements publics dans la stimulation de l'économie, en particulier pendant les périodes de récession¹. Selon lui, les investissements publics dans les infrastructures et les projets de travaux publics peuvent créer des emplois et relancer la demande globale, réduisant ainsi le chômage et les inégalités économiques.

Paul Romer (1990) souligne que l'investissement public est un catalyseur de la productivité et de l'innovation, à condition qu'il soit bien ciblé, performant et efficace. Pour lui, la performance se juge par la capacité des investissements publics à stimuler l'innovation et à créer des externalités positives pour l'économie.

De même, Richard Musgrave et Peggy Musgrave (1989) définissent la performance de l'investissement public en termes d'allocation des ressources, de redistribution et de stabilisation économique. Cette fonction consiste à utiliser les investissements publics pour stabiliser l'économie en période de crise (récession, inflation, etc...) ou pour soutenir la croissance économique.

Selon Stiglitz, J. E. (2012) les investissements publics, en particulier dans l'éducation, la santé et les infrastructures, peuvent réduire les inégalités tout en stimulant la croissance économique. Il insiste sur le fait que des investissements performants peuvent créer des emplois de qualité et améliorer l'accès aux opportunités pour les populations défavorisées.

Dans le cadre d'un territoire régional, la performance de l'investissement public est définie comme un investissement qui maximise le développement économique local, améliore

¹ La grande dépression des années 1929 a été une période marquée par une crise économique mondiale, qui a eu des répercussions profondes sur les politiques économiques, les investissements publics ont permis de créer des emplois et de relancer certains secteurs économiques.

l'attractivité du territoire, génère de l'emploi et favorise la résilience aux chocs économiques tout en étant soutenable sur le plan environnemental et social (Moretti, 2013).

Dans le contexte marocain, et en référence aux travaux de Moretti (2013) et aux rapports nationaux² et internationaux Chauffour, s. d. (2017), nous définissons un investissement performant au niveau régional comme étant un investissement qui favorise une croissance économique en réalisant une augmentation du PIB régional, améliorant l'attractivité du territoire, créant des emplois, réduisant les disparités interrégionales, tout en étant aligné avec les stratégies nationales de développement.

Cette définition s'inscrit dans le cadre de la politique de la Régionalisation Avancée et des stratégies de développement territorial adoptées par le Maroc et retenue comme référence pour notre recherche.

1.2. ANALYSE COMPARATIVE DES THEORIES SUR LA REPARTITION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS ET LA CROISSANCE REGIONALE

La répartition régionale de l'investissement public joue un rôle central dans le développement économique et social des territoires, mais elle peut soit réduire les disparités en favorisant un développement harmonieux, soit les accroître en accentuant les inégalités (Ravallion, 2018).

Cette question soulève des débats intenses dans la littérature économique et abordée à travers plusieurs théories économiques, notamment la théorie de la convergence qui suggère que les régions moins développées peuvent rattraper les régions avancées sous certaines conditions Barro et Sala-I-Martin (1992), et la théorie de la polarisation développée par Perroux (1950), qui met en garde une concentration excessive des investissements qui risquerait de marginaliser les territoires périphériques.

Rodriguez-Pose (2013) souligne qu'une stratégie de développement régional réussie repose sur des interventions adaptées aux besoins spécifiques de chaque région, intégrant à la fois des éléments de convergence et de polarisation.

Les approches modernes favorisent souvent une combinaison d'investissements directs dans les régions en retard - selon une logique de convergence - tout en soutenant les pôles de croissance - selon une logique de polarisation.

Les gouvernements cherchent souvent à combiner ces approches pour maximiser les avantages de chaque région, les politiques de convergence sont souvent appliquées pour soutenir les régions en difficulté, tandis que les pôles de croissance bénéficient

² Commission Spéciale sur le Modèle de Développement, Rapport général nouveau modèle de développement, 2021, et HCP, le développement socio-économique régional niveau et disparités, 2001-2017

d'investissements ciblés pour renforcer leur compétitivité internationale. Cette stratégie équilibrée vise à réduire les inégalités régionales tout en stimulant l'économie nationale.

La répartition des investissements publics entre les régions, selon les principes de la convergence ou de la polarisation, a des répercussions variées sur le développement régional. La théorie de la convergence favorise une réduction des disparités économiques et une distribution équitable des services, mais peut manquer d'efficacité si elle n'est pas soutenue par une gouvernance adaptée.

La théorie de la polarisation, bien qu'accéléralant la croissance dans les centres économiques, risque de marginaliser les régions périphériques en limitant leur accès aux opportunités économiques et aux services. Les politiques publiques cherchent aujourd'hui un équilibre entre ces deux approches pour répondre aux défis du développement régional et créer une croissance plus équitable.

1.3. RECHERCHES EMPIRIQUES TRAITANT LA REPARTITION EQUITABLE DES INVESTISSEMENTS PUBLIC EN FAVORISANT LA CROISSANCE REGIONALE

Plusieurs études empiriques ont examiné l'impact de la répartition des investissements publics sur la croissance régionale, mettant en évidence des résultats contrastés selon les contextes économiques, institutionnels et géographiques. L'un des constats issus des études empiriques est que les investissements publics bien répartis contribuent à une croissance plus homogène entre les territoires.

Les premières analyses traitant la relation entre l'investissement public et la croissance régionale est cette d'Aschauer, (1989) qui explore empiriquement à travers un modèle économétrique basé sur des fonctions de production agrégées l'importance critique des infrastructures publiques dans la croissance économique, et qui a affirmé que l'investissement public en particulier dans les infrastructures a un impact significatif et positif sur la productivité économique, du fait qu'une augmentation des investissements publics, est fortement associée à une hausse de la productivité dans le secteur privé mais les effets varient selon les régions.

Ainsi que Munnell (1990) affirme à travers son étude qui mis en lumière la relation entre l'investissement public et la croissance et la productivité aux Etats-Unis à travers une analyse économétrique sur données de panel en utilisant une fonction de production Cobb-Douglas modifiée. Son analyse économétrique se base d'une part sur des variables dépendantes tel que la croissance de la productivité par région et par secteur, et d'autre part sur des variables

indépendantes à savoir : le capital public (dépenses en transport, énergie, éducation, etc.), le capital privé (investissements privés dans les entreprises) et le niveau d'emploi par région. Toute en faisant références à des variables de contrôle à savoir la politique fiscale régionales, la densité de la population et l'urbanisation.

Les résultats concluent l'existence d'une corrélation positive et significatif des dépenses en infrastructures publiques sur la productivité régionale, et chaque augmentation de 1% des investissements publics est associée à une hausse de 0.15% de la productivité régionale, en affirmant que les infrastructures de transport et d'énergie ont les effets les plus significatifs sur la productivité surtout dans les régions moins développées ou rurales.

C'est une étude qui recommande une augmentation des dépenses publiques en infrastructures en particulier dans les régions sous-développées, pour stimuler la croissance et éviter les ralentissements économiques.

La recherche fondatrice d' Easterly et al., s. d (1993.), explore le lien entre les dépenses publiques et la croissance économique en intégrant des données provenant d'une large gamme de pays à divers stades de développement durant la période 1970-1988. Leur modèle économétrique traite le problème d'endogénéité, notamment dans les relations entre dépenses publiques et croissance en se basant sur une régression multiples sur un ensemble de données de panel multi-pays pour analyser les variations entre pays et dans le temps avec des variables dépendante : taux de croissance économique (PIB réel par habitant) et variables indépendantes : dépenses publiques sectorielles (infrastructures, transport, santé, éducation), revenus fiscaux (impôt directs et indirects), dette publique.

Malgré des limites liées à l'établissement avec certitude d'un lien de causalité et de corrélation entre dépenses publiques et croissance, l'étude conclut que les investissements publics dans les infrastructures et l'adoption d'une structure fiscale favorable à l'investissement privé, sont essentielles pour stimuler la croissance économique, ainsi que les dépenses publiques dans les secteurs sociaux montrent des effets positifs à long terme, mais moins immédiats et les effets des dépenses publiques varient considérablement entre les pays développés et en développement.

L'étude de Morrison et Schwartz (1996) explore l'impact des infrastructures publiques sur la croissance économique à travers un modèle Analyse des données de panel régionales, en intégrant des modèles à effets fixes pour mesurer l'impact différencié des investissements publics selon les États américains.

Ils concluent que les infrastructures publiques ont un effet positif significatif sur la croissance économique, mais cet impact est moins prononcé que prévu dans certaines économies, et l'impact varie selon les régions, en fonction du niveau initial d'équipement infrastructurel, ainsi qu'au-delà d'un certain seuil, les investissements supplémentaires en infrastructures génèrent des rendements décroissants, d'où les infrastructures publiques contribuent modestement à la croissance régionale, mais les investissements privés sont également cruciaux.

(benabdessalam 2013, s. d.) se distinguent par leur approche méthodologique rigoureuse et son accent sur les dynamiques temporelles, en examinant l'impact des investissements publics dans les infrastructures de transport sur la croissance économique régionale mesurée par l'évolution du Produit Intérieur Brut (PIB) régional, et ajusté pour refléter les différences sectorielles et géographiques. Et au niveau des variables indépendantes ils incluent les investissements publics dans les routes, autoroutes, chemins de fer, et autres modes de transport comme des variables indépendantes ainsi que le capital humain représenté par les niveaux d'éducation et de formation des travailleurs dans chaque région et le niveau d'emploi régional pour refléter la dynamique de l'offre et la demande de main-d'œuvre.

Leur étude approuve que les investissements publics en infrastructures de transport ont un effet significatif sur la productivité et la croissance économique régionale, mais leur impact varie selon les régions, du fait que les régions les plus développées bénéficient davantage, car elles possèdent déjà des infrastructures complémentaires et une économie diversifiée, et les régions moins développées ressentent des effets plus faibles, en raison d'un manque de capital humain ou d'emploi qualifié pour maximiser les bénéfices des nouvelles infrastructures ce qui nécessite une planification stratégique pour maximiser leur impact.

L'étude de Benabdessalam s. d (2013) met en lumière l'importance des politiques publiques et des investissements dans le développement régional, en s'appuyant sur une méthodologie empirique et théorique, et en proposant une analyse comparative entre plusieurs pays africains utilisant des régressions sur données de panel.

En mobilisant plusieurs variables indépendantes tels que : l'investissement public, dépenses sociales (santé, éducation), infrastructure régionale, indicateurs socio-économiques tels que le taux de chômage, la démographie ou les disparités interrégionales et une variable dépendante à savoir la croissance économique régionale mesurée à travers le PIB régional.

L'étude offre des conclusions qui affirment que Les investissements publics ont un effet significatif sur la croissance régionale, notamment lorsqu'ils sont orientés vers les

infrastructures et les services sociaux et jouent un rôle essentiel dans la réduction des disparités interrégionales, en améliorant le capital humain et l'équité

L'étude menée par Asdrubali et Tedeschi (2018) examine selon un schéma de type « cœur-périphérie » l'impact de l'investissement public sur la croissance économique dans les régions européennes, en utilisant une approche économétrique d'équilibre général basée sur des données en panel sur un échantillon de 141 régions européennes sur une période allant de 1995 à 2009.

Les résultats de l'étude d'Asdrubali et Tedeschi (2018) soulignent l'importance de l'investissement public en tant que moteur de la croissance économique régionale, mais ils mettent en évidence l'importance de prendre en compte les spécificités régionales lors de la planification et de la mise en œuvre des politiques d'investissement public.

Les travaux de BOUAMOU & KASSAOUI, (2023) mettent en lumière l'impact des investissements publics sur la croissance régionale en se basant sur un modèle économétrique de convergence conditionnelle appliqué aux données régionales marocaines. Leurs résultats montrent que les infrastructures telles que les routes et l'énergie favorisent particulièrement les régions intermédiaires, renforçant leur potentiel de convergence économique mais les inégalités persistent en raison du manque de complémentarité avec le secteur privé. En revanche, les régions périphériques restent à la traîne en raison de l'insuffisance des infrastructures de base, mais l'étude remonte la limite de mesurer l'impact des politiques de gouvernance régionale sur la répartition des investissements

L'analyse des études empiriques sur la répartition des investissements publics met en évidence que la croissance régionale est fortement influencée par la manière dont les ressources publiques sont allouées.

En outre, une répartition équitable peut stimuler la convergence régionale, une concentration excessive des investissements dans les pôles économiques renforce les inégalités territoriales. Il est donc impératif d'adopter une approche équilibrée et contextualisée dans l'élaboration des politiques d'investissement public, en tenant compte des facteurs structurels, institutionnels et économiques propres à chaque région.

2. IMPACT DE LA POLITIQUE PUBLIQUE DE LA REPARTITION DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC SUR LA CROISSANCE REGIONALE

La question de la répartition régionale de l'investissement public constitue un enjeu majeur dans la mise en œuvre de la régionalisation avancée au Maroc. En effet, une allocation

équitable et efficace des ressources publiques est essentielle pour réduire les disparités spatiales, stimuler la croissance inclusive et renforcer la cohésion territoriale.

Or, malgré les réformes engagées, notamment avec la Constitution de 2011 qui a consacré le principe de l'équité territoriale et les lois organiques relatives à la régionalisation qui attribuent de nouvelles compétences aux collectivités territoriales en matière de développement,

En se référant à la définition de l'investissement public présentée au-dessus, les dépenses engagées par l'État et les collectivités territoriales pour financer des infrastructures économiques, sociales ou administratives, dans le but de soutenir le développement à long terme. Et les Programmes d'investissement public intégré chaque année dans la loi de Finances, piloté par les ministères sectoriels et coordonné par la Direction des Investissements Publics. Les dynamiques d'une répartition équitable des dépenses publiques posent de multiples interrogations.

2.1. ETATS DES LIEUX DES DYNAMIQUES DE LA REPARTITION REGIONALES DES INVESTISSEMENTS PUBLICS ENTRE 2015-2022

le Maroc s'est engagé à promouvoir un développement territorial plus équilibré à travers une meilleure répartition des investissements publics. Toutefois, la période 2015–2022 a révélé une persistance, voire une accentuation, des inégalités entre les régions en matière d'accès aux ressources d'investissement. Ce constat nous invite à analyser les dynamiques de répartition régionale des investissements publics à travers des données empiriques et les programmes mis en œuvre à l'échelle territoriale.

La période de 2015 à 2022 a été un tournant important pour la gestion et la répartition des investissements publics au Maroc, marquée par la mise en œuvre progressive de la régionalisation avancée. Cette réforme a donné une plus grande autonomie aux régions, tout en soulignant l'importance des investissements publics pour le développement économique et social à l'échelle locale.

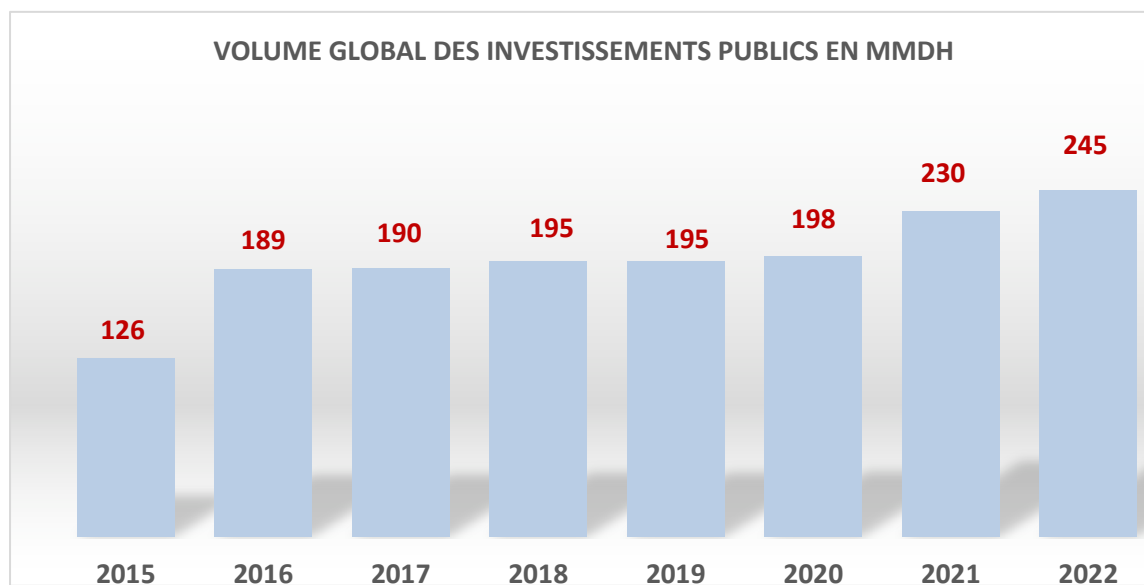
Les données publiées par le Haut-Commissariat au Plan (HCP, 2022) montrent une concentration des investissements publics dans quatre grandes régions qui captent à elles seules plus de 60% des investissements publics entre 2015 et 2022, ce qui confirme une dynamique de concentration spatiale dans l'axe atlantique.

À l'opposé, des régions comme Drâa-Tafilalet, Guelmim-Oued Noun ou Beni Mellal-Khénifra n'ont bénéficié que de 3% à 5% des crédits alloués, malgré leurs besoins criants en infrastructures de base et en services sociaux.

Ainsi que, le Maroc figure parmi les pays ayant les taux d'investissement les plus élevés, avec un taux d'investissement total (dépassant 30% du PIB durant la période 2015-2022).

L'investissement direct et indirect de l'ensemble du secteur public (budget général de l'État, entreprise et établissement publics et collectivités locales est significatif et s'élève à environ 1 568 MMDHs entre 2015 - 2022. Cela résulte une évolution considérable de l'investissement public au Maroc qui a plus que doublée durant la période 2015-2022 en passant de 126 MMDHs jusqu'au 245 MMDHs (voir figure n2).

Figure 2 Volume global des investissements publics en MMDHS



Source : Réalisé par nous-même en exploitant les données du MEF

Ces efforts d'investissements ont permis au Maroc de développer de grands chantiers d'infrastructure – notamment des autoroutes, des ports et aéroports, ainsi que le lancement des stratégies cibles sectoriellement telles que le plan Maroc Vert et les stratégies industrielle et énergétique, entre autres. Les programmes de développement urbain intégré

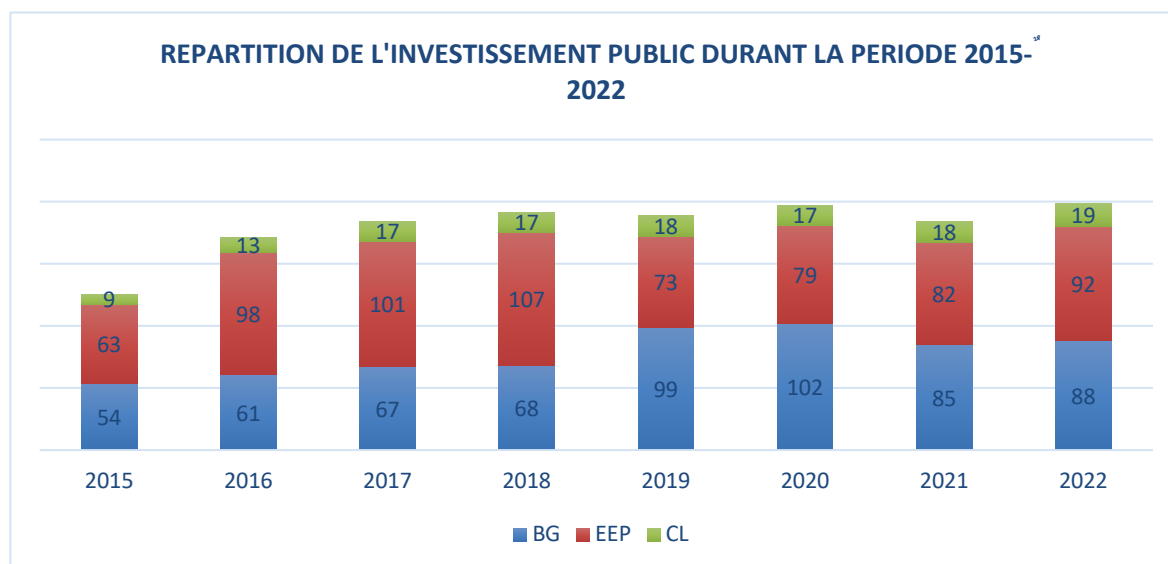
Face à ces dépenses publiques, l'efficacité et la performance des investissements publics sont des enjeux cruciaux pour que l'impact soit significatif. Ainsi qu'une répartition régionales équitables est nécessaire pour réduire les disparités spatiales.

Ainsi, d'après les données communiquées par le MEF, la part des investissements des ministères (qui reposent en totalité sur le budget de l'État) est restée supérieure à 1/3 des investissements publics.

Alors que la part des investissements publics par les collectivités territoriales est restée relativement stable depuis 2018 (autour de 8-9%), cette part sera amenée à augmenter dans les années à venir compte tenu de l'avancement de la mise en œuvre de la régionalisation avancée

du pays (OCDE, 2018). La plus grande part des investissements publics a été portée par les EEPs en 2018, 2019, et 2022.

Figure 3 Volume du budget de l'investissement public durant la période 2015-2022



Note : BG = Budget général

EEP= Établissement et entreprise public

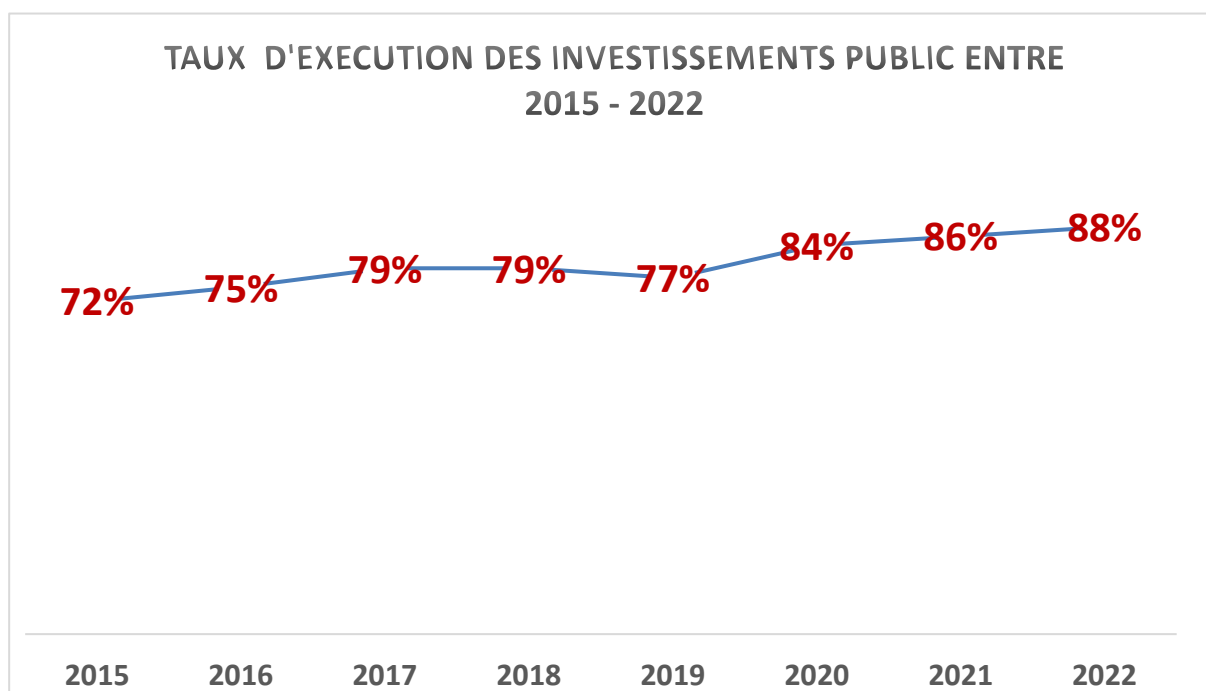
CL = Collectivités locales

Source : Réalisé par nous-même en traitant les statistiques du MEF

Les taux d'investissement élevés contrastent avec la croissance économique nationale qui est restée plus modeste et la productivité régionale déséquilibre

Soulevant des questions sur la rentabilité et l'efficacité de l'investissement public. Cela explique l'indice ICOR (Incrémental Capital-Output Ratio) qui mesure le nombre de points de capital requis pour créer un point supplémentaire de croissance relativement élevé pour le Maroc quand on le compare à d'autres pays (HCP 2016).

Figure 4 Évolution des taux d'exécution des investissements publics durant la période 2015-2022



Source : Réalisé par nous-même en exploitant les données du MEF

La régionalisation est considérée comme un levier de croissance et de développement économique et social au niveau territorial.

Depuis 2015, le Maroc a mis en place une politique régionale d'investissement public ambitieuse dans le but de favoriser une croissance économique et sociale cohérente à travers ses diverses régions.

Le Maroc, conscient des inégalités spatiales qui freinent une expansion inclusive, a initié d'importantes réformes et des programmes d'investissement destinés à renforcer l'attractivité des régions, à développer les infrastructures et à stimuler la compétitivité régionale.

2.2. REPARTITION DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC ET CROISSANCE REGIONALE

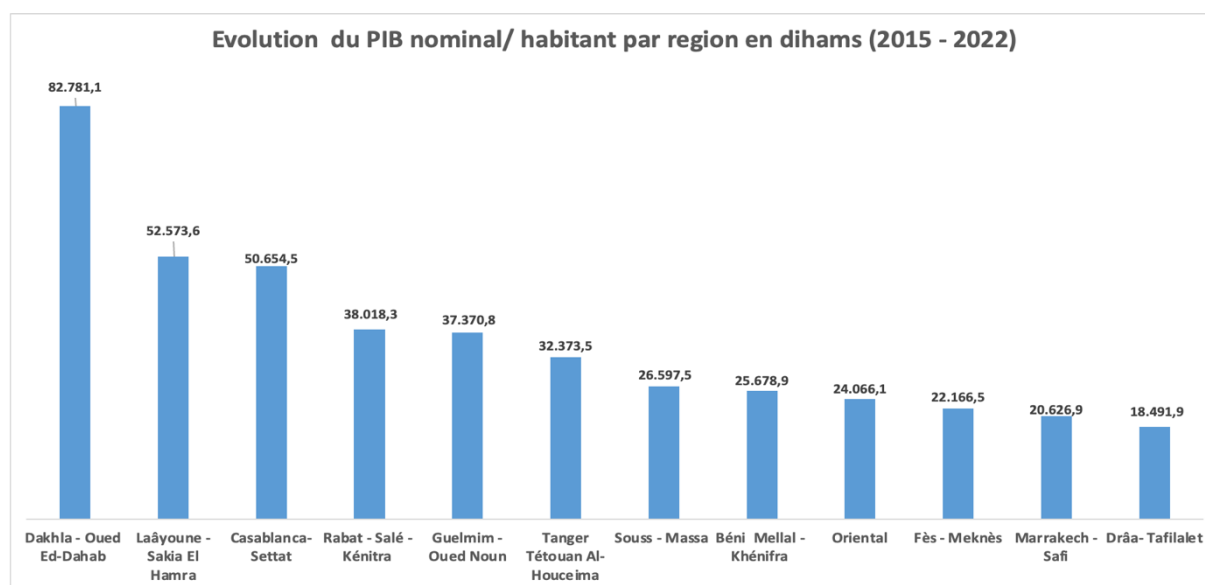
Les lois de finances de 2020 à 2022 ont affirmé que les investissements sont restés dominés par des projets d'envergure nationale localisés dans les zones déjà développées, comme les infrastructures portuaires à Nador West Med ou les extensions autoroutières autour de Casablanca (MEF, 2019).

En revanche, Les régions périphériques reçoivent des projets à caractère social et rural, bien que ces projets soient nécessaires, mais souvent ils sont à faible effet de levier économique à moyen terme.

Le Programme de Réduction des Disparités Territoriales et Sociales (PRDTS), doté de plus de 50 milliards de dirhams pour la période 2017–2023, illustre cet écart. S'il a permis l'aménagement de milliers de kilomètres de routes rurales, l'accès aux services sociaux il reste encore limité, et son impact économique reste marginal en l'absence de complémentarité avec des projets productifs (CESE 2021).

La répartition spatiale des investissements publics au Maroc est fondée sur une stratégie visant à atténuer les inégalités régionales, renforcer la compétitivité des différentes zones, et promouvoir un développement harmonieux. Cette stratégie est soutenue par diverses politiques et réformes importantes, telles que la régionalisation avancée, la décentralisation budgétaire et les stratégies sectorielles.

Figure 5 Évolution du PIBR par tête en dirhams entre 2015 - 2022



Source : Réalisé par nous-même en exploitant les données du MEF

L'analyse quantitative de la répartition des investissements publics sur la période 2015–2022 confirme une persistance des inégalités territoriales. Malgré la volonté affichée de réduction des écarts, la logique de concentration dans les zones déjà attractives prédomine, freinant ainsi les dynamiques de convergence régionale CESE (2019).

2.3. UNE CONCENTRATION PERSISTANTE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS CREANT DES DISPARITÉS RÉGIONALES

Au cours des dernières années, le Maroc a intensifié ses efforts en matière d'investissements publics, considérés comme un levier pour stimuler l'investissement privé et comme un moyen de promotion sociale, de réduction des écarts sociaux et territoriaux et d'ouverture des régions difficilement accessibles.

Cependant, il est important pour un pays d'avoir une vision stratégique claire pour les investissements publics qui se traduit généralement par un plan d'investissement approuvé politiquement et qui exige des allocations des dépenses publiques sur le long terme.

Or qu'au Maroc, il n'existe pas de vision stratégique intersectorielle pour les investissements publics. Chaque secteur développe sa propre stratégie avec des horizons différents.

La vision stratégique de haut niveau est issue des Directives Royales et décrite dans le rapport du Nouveau Modèle de Développement (NMD) qui définit une ambition nationale et propose un « chemin du changement qui rende cette ambition crédible et réalisable » à l'horizon 2035 (HCP, 2021).

Cependant, le NMD s'appuie sur une forte mobilisation de l'investissement privé pour la réalisation de ses objectifs, et préconise une nette augmentation de la part du secteur privé dans les projets d'investissements. En plus des stratégies horizontales et des projets structurants dans divers secteurs clés.

Depuis 2015, la mise en œuvre du Plan Maroc Vert (PMV) vise à cibler les régions enclavées ou à faible rendement, en finançant des projets solidaires centrés sur les filières locales réduisant ainsi les disparités régionales.

Toutefois, malgré ces efforts, l'impact du PMV sur la régionalisation reste contrasté : les grandes orientations demeurent largement centralisées et la capacité des régions à piloter des politiques agricoles de manière autonome demeure limitée par des inégalités institutionnelles et techniques.

Ainsi que, le PMV a été critiqué pour avoir privilégié une logique agro-exportatrice, souvent au détriment de la sécurité alimentaire nationale. Notamment dans les régions fertiles comme le Souss-Massa ou le Gharb, le PMV a contribué à une concentration des ressources hydriques, foncières et financières au profit d'une minorité d'acteurs.

Le Maroc a effectivement déployé un ensemble de projets d'infrastructures dans le secteur du transport et de la logistique entre 2015 et 2022, visant à améliorer la connectivité nationale et à renforcer sa position stratégique en tant que hub logistique au niveau régional et international.

Des projets tels que l'extension de l'autoroute entre Casablanca et Marrakech ou celle reliant Tanger à Fès ont contribué à améliorer la circulation des marchandises et des services à l'échelle nationale. Ces extensions ont favorisé l'intégration économique des régions rurales et des zones moins développées en diminuant les coûts de transport et en facilitant l'accès aux marchés.

En revanche, ces installations ont tendance à privilégier les régions du centre-nord telles que Casablanca, Rabat et Tanger, qui sont déjà bien accessibles, laissant ainsi certaines régions périphériques avec des infrastructures moins avancées.

Le projet phare dans la stratégie nationale de modernisation des ports, reste le port de Tanger Med, un des plus grands ports en Afrique, qui a été un levier pour renforcer la position du Maroc comme plaque tournante du commerce maritime entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient. Ce port a permis d'augmenter considérablement le volume de marchandises traitées et d'attirer des investissements étrangers dans des zones industrielles et logistiques autour de la Région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma.

De plus, la modernisation des ports existants, notamment à Casablanca et Agadir, a permis d'améliorer l'efficacité du transport maritime, réduisant les coûts logistiques et facilitant les exportations.

Le secteur ferroviaire a constitué un autre domaine clé pour les investissements stratégiques, notamment avec le développement de la ligne à grande vitesse (LGV) qui relie Tanger à Casablanca. La construction de cette ligne a entraîné une diminution significative du temps de parcours entre les deux principales villes du pays, ce qui a favorisé la fluidité des déplacements des passagers et des marchandises.

Cette innovation a favorisé l'accélération de la mobilité dans la région nord du Maroc, ce qui a contribué à renforcer les échanges commerciaux et touristiques entre les principales métropoles. La LGV a favorisé le développement de nouveaux projets d'infrastructures et d'activités économiques dans les villes desservies, telles que Rabat et Kenitra, tout en renforçant l'accessibilité de ces régions depuis Tanger et Casablanca.

Toutefois, ces investissements massifs dans les infrastructures de transport ont pour effet de privilégier les régions situées le long de la LGV, entraînant ainsi une centralisation des activités économiques dans des zones spécifiques au détriment des régions moins accessibles.

En outre, les projets d'infrastructures dans le secteur du transport et de la logistique ont permis au Maroc de renforcer sa compétitivité, mais aussi d'entraîner des effets différenciés selon les régions.

Tandis que les zones proches des grandes métropoles bénéficient largement des améliorations en termes de connectivité, les régions plus éloignées, bien que profitant des extensions du réseau autoroutier, peuvent se retrouver marginalisées si ces projets ne sont pas accompagnés de politiques de développement régional et de redistribution des investissements

Le Maroc a aussi poursuivi une stratégie industrielle ambitieuse, orientée vers la consolidation et l'expansion de filières stratégiques à haute valeur ajoutée, notamment l'automobile, l'aéronautique et l'agroalimentaire. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre du Plan d'Accélération Industrielle (PAI), visant à diversifier la structure économique nationale, stimuler la compétitivité à l'international, et renforcer l'intégration industrielle.

La filière automobile, devenue le premier secteur exportateur du pays, s'est fortement développée autour de Tanger Med, avec l'implantation d'acteurs mondiaux entraînant la création de plusieurs zones industrielles intégrées et de milliers d'emplois, principalement dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima.

De manière similaire, l'industrie aéronautique, concentrée autour de Casablanca, a connu un essor significatif grâce à des partenariats avec des entreprises internationales (Boeing, Safran, etc.) et le développement d'un écosystème local de sous-traitants et de compétences techniques.

La stratégie industrielle du Maroc, articulée autour du Plan d'Accélération Industrielle (PAI), a profondément transformé le paysage économique régional. Cette stratégie a permis la mise en place de pôles industriels spécialisés, notamment à Tanger-Tétouan-Al Hoceima (automobile), Casablanca-Settat (aéronautique et chimie), Souss-Massa (agroalimentaire) et Fès-Meknès (textile et cuir).

Ces régions ont vu une hausse significative de l'investissement privé et public, soutenue par des incitations fiscales, des infrastructures dédiées et un appui institutionnel renforcé. En conséquence, ces pôles ont enregistré une création massive d'emplois et une amélioration des exportations industrielles, participant à l'essor de la compétitivité nationale.

Cependant, cette concentration des investissements dans certaines zones a accentué les déséquilibres territoriaux, au détriment des régions de l'intérieur comme Drâa-Tafilalet ou Béni Mellal-Khénifra, où l'implantation industrielle reste marginale faute de connectivité, d'infrastructures et de main-d'œuvre qualifiée.

Cette polarisation industrielle, bien qu'efficace pour stimuler la croissance, soulève ainsi des enjeux majeurs de cohésion régionale et de justice spatiale, appelant à une articulation plus intégrée entre développement sectoriel et territorial

L'effort d'investissement dans l'enseignement supérieur et la recherche au Maroc entre 2015 et 2022 a contribué à atténuer certaines disparités territoriales, bien que des écarts subsistent. En établissant des infrastructures académiques modernes telles que l'Université Euromed de Fès ou l'Université Polytechnique Mohammed VI à Benguerir, l'État a favorisé l'émergence

de pôles universitaires dans des zones historiquement marginalisées par rapport aux grands centres traditionnels comme Rabat et Casablanca.

Ces investissements ont permis une redistribution partielle des opportunités de formation supérieure, tout en stimulant les économies régionales par la création d'emplois qualifiés et l'implantation de centres de recherche et d'incubateurs.

Toutefois, la concentration des ressources humaines hautement qualifiées et des dispositifs de recherche avancée demeure encore limitée à quelques régions.

Depuis 2009, le Maroc a lancé une transition énergétique qui a été intensifiée à partir de 2015. Cette transition s'est concrétisée par la mise en place de plusieurs projets majeurs visant à restreindre la dépendance aux énergies fossiles et à promouvoir la durabilité environnementale.

De 2015 à 2022, la politique énergétique du Maroc a renforcé la position du pays en tant que leader régional dans le domaine des énergies renouvelables (MASSEN, 2021), tout en ayant des impacts variés selon les différentes régions. Le projet solaire Noor à Ouarzazate, qui est le plus vaste projet solaire en Afrique, a eu un impact positif sur la sécurité énergétique du pays et a stimulé l'économie locale en incitant la création d'emplois et le développement d'infrastructures associées.

De plus, l'installation de parcs éoliens dans des zones telles que Taza ou Boujdour a favorisé la diversification des économies régionales, qui étaient jusqu'alors peu industrialisées, tout en stimulant les investissements technologiques.

Cependant, ces initiatives demeurent focalisées dans des régions spécifiques, contribuant parfois à aggraver le déséquilibre dans la répartition des projets d'infrastructure (PNUED, 2022).

Afin d'assurer un impact territorial plus équitable, il est essentiel de veiller à une répartition géographique plus équilibrée des projets à venir et un rééquilibrage des investissements dans les énergies renouvelables, en lien avec les objectifs de la régionalisation avancée, pour garantir une véritable équité territoriale.

Le royaume a aussi entrepris d'importants efforts pour moderniser son système de santé et en améliorer l'accessibilité, dans une perspective de justice territoriale (CESE, 2022).

La construction de nouveaux hôpitaux, et la rénovation d'établissements existants dans des régions périphériques ont permis de minimiser les inégalités d'accès aux soins entre le centre et les périphéries. Par ailleurs, le développement de partenariats public-privé a contribué à

renforcer l'équipement médical dans les zones urbaines tout en initiant des dynamiques de modernisation dans certaines zones rurales (HCP, 2021).

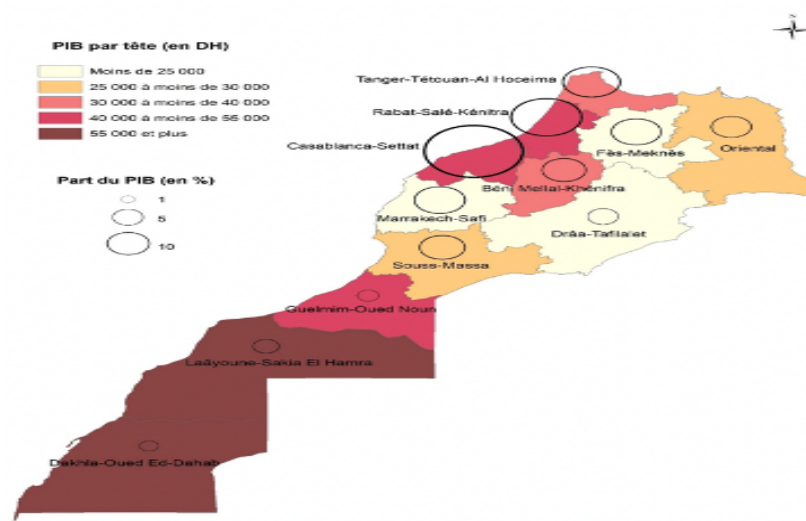
Toutefois, ces investissements n'ont pas toujours été accompagnés d'un renforcement suffisant du capital humain, notamment dans les régions enclavées, où la pénurie de médecins, infirmiers et spécialistes reste préoccupante.

Le Maroc a commencé à développer la couverture de sécurité sociale en 2020, une initiative qui représente un tournant significatif dans sa politique de santé et de protection sociale. L'objectif principal est d'améliorer l'accès aux soins et de garantir une couverture sociale pour tous les citoyens, y compris les groupes les plus vulnérables et les régions défavorisées. Ce projet a pour objectif de diminuer les inégalités socio-économiques en assurant une protection santé et des aides sociales, dans un cadre de régionalisation avancée.

Cependant, l'impact de cette stratégie n'a pas été homogène entre les régions, des disparités persistent en raison des capacités administratives et logistiques des conseils régionaux à gérer l'afflux de nouveaux bénéficiaires.

Les écarts de développement en matière d'infrastructures régionale et d'accès aux services publics continuent de constituer un obstacle majeur. Les régions rurales et reculées souffrent encore de la faiblesse des réseaux de santé et d'une couverture insuffisante, ce qui affecte directement l'efficacité des dispositifs de sécurité sociale. Les indicateurs de satisfaction des bénéficiaires dans des zones rurales sont significativement plus faibles que ceux enregistrés dans des zones urbaines plus développées (HCP, 2022).

Figure 6 carte du produit intérieur brut régional par tête et la contribution des régions au PIB national en 2022



Source : HCP, Comptes régionaux 2022, année de base 2014

Le (CESE, 2024) met en lumière les disparités dans la couverture sociale entre les différentes régions du Maroc, soulignant que certaines zones, notamment rurales et montagneuses, bénéficient moins des dispositifs de protection sociale en raison de capacités administratives limitées et de manque d'infrastructures. Le Conseil recommande une décentralisation accrue des services de protection sociale et une adaptation des politiques publiques aux spécificités locales pour garantir une inclusion sociale effective.

CONCLUSION

En conclusion, La mise en place de la politique d'aménagement du territoire et la réduction des disparités régionales dépendent largement de la répartition des investissements publics au niveau régional. De nombreuses études soulignent la propension des autorités publiques à privilégier les régions déjà prospères au détriment des territoires en situation de retard de développement (Bencheckroun, 2017 ; CESE, 2019).

Dans ce contexte, les autorités publiques, en distribuant les ressources publiques, favorisent une approche centrée sur l'efficacité économique en dirigeant les investissements vers les régions à fort potentiel de rentabilité économique (OCDE, 2020). Bien que cette approche soit logique du point de vue de la productivité, elle soulève des interrogations concernant l'équité territoriale.

L'analyse des données couvrant la période 2015-2022 met en lumière que les régions telles que Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra et Tanger-Tétouan-Al Hoceima captent plus de 50% des investissements publics, d'après les informations du Ministère de l'Économie et des Finances (2022). Ces régions sont également celles qui génèrent plus de 60 % du Produit Intérieur Brut national, selon les données du HCP de 2022.

Ces investissements importants ont favorisé une croissance régionale supérieure à la moyenne nationale, contribuant ainsi au développement de ces pôles économiques. Cette stratégie d'investissement discriminatoire basée sur le niveau du PIB entraîne un phénomène de "boucle de rétroaction" où les investissements renforcent les avantages concurrentiels de ces régions, attirant ainsi davantage de capitaux privés, créant des emplois supplémentaires, ce qui conduit à une augmentation supplémentaire du PIB.

Ce phénomène est communément appelé effet multiplicateur spatial en littérature (Hirschman, 1958).

Cependant, cette approche pourrait aggraver les inégalités régionales en reléguant les régions défavorisées en marge de la dynamique nationale.

La réussite d'un investissement ne dépend pas simplement de son volume, mais également de la capacité institutionnelle locale à en assurer mettre en œuvre. Cette hypothèse suggère que les régions dotées de compétences administratives et de gouvernance plus développées ont une plus grande capacité à mobiliser et à mettre en œuvre les investissements publics.

D'après la Cour des Comptes (2021), un certain nombre de régions rencontrent des difficultés dans la mise en œuvre de leurs budgets d'investissement à cause d'un manque de compétences en ingénierie territoriale. Des retards sont régulièrement constatés dans des régions telles que Fès-Meknès ou l'Oriental, tandis que d'autres régions telles que Casablanca ou Tanger, bénéficiant de ressources humaines et d'infrastructures administratives plus développées, présentent des taux d'absorption budgétaire dépassant les 80 %.

Ainsi, l'efficacité de la politique d'investissement dépend de la capacité institutionnelle régionale. Il est essentiel de développer ces compétences en parallèle avec la mise en place de la décentralisation budgétaire afin de prévenir une perpétuation des inégalités territoriales.

En résumé, bien que cette étude ait permis de tirer des conclusions intéressantes sur l'impact des investissements publics au Maroc, elle présente des limites qui peuvent être adressées par une modélisation économétrique spatiale, permettant ainsi de mieux comprendre les mécanismes qui sous-tendent la croissance économique régionale au Maroc.

BIBLIOGRAPHIE

Aschauer, D. A. (1989). Does public capital crowd out private capital? *Journal of Monetary Economics*, 24(2), 171-188. [https://doi.org/10.1016/0304-3932\(89\)90002-0](https://doi.org/10.1016/0304-3932(89)90002-0)

Barro, R. (1988). *Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth* (w2588; p. w2588). National Bureau of Economic Research. <https://doi.org/10.3386/w2588>

Barro, R. J., & Sala-I-Martin, X. (1992). Public Finance in Models of Economic Growth. *The Review of Economic Studies*, 59(4), 645. <https://doi.org/10.2307/2297991>

benabdessalam 2013. (s. d.). [No title found]. *International Journal of Water Resources and Environmental Engineering*.

BOUAMOU Safae & KASSAOUI Radouane. (2023). *Regional Public Investment and Regional Economic Growth: Study Using Spatial Econometrics Panel Data Approach*. <https://doi.org/10.5281/ZENODO.7705186>

Charron, N., Dijkstra, L., & Lapuente, V. (2014). Regional Governance Matters : Quality of Government within European Union Member States. *Regional Studies*, 48(1), 68-90. <https://doi.org/10.1080/00343404.2013.770141>

Chauffour, J.-P. (s. d.). *Le Maroc à l'horizon 2040*.

- Easterly, W., King, R., Levine, R., & Rebelo, S. (s. d.). *NEER WORKING PAPER SERIES*.
- Hansen, N. M. (1965). The Structure and Determinants of Local Public Investment Expenditures. *The Review of Economics and Statistics*, 47(2), 150. <https://doi.org/10.2307/1924062>
- Hirschman, A. O., & Sirkin, G. (1958). Investment Criteria and Capital Intensity Once Again. *The Quarterly Journal of Economics*, 72(3), 469. <https://doi.org/10.2307/1882237>
- Lucas, R. E. (s. d.). *ON THE MECHANICS OF ECONOMIC DEVELOPMENT*.
- Martin, R., & Sunley, P. (1998). Slow Convergence? The New Endogenous Growth Theory and Regional Development. *Economic Geography*, 74(3), 201. <https://doi.org/10.2307/144374>
- Moretti, E. (2013). *The new geography of jobs* (1st Mariner books ed). Mariner Books/Houghton Mifflin Harcourt.
- Morrison, C. J., & Schwartz, A. E. (1996). Public Infrastructure, Private Input Demand, and Economic Performance in New England Manufacturing. *Journal of Business & Economic Statistics*, 14(1), 91-101. <https://doi.org/10.1080/07350015.1996.10524632>
- Musgrave, R. A., & Musgrave, P. B. (1989). *Public finance in theory and practice* (5th ed). McGraw-Hill Book Co.
- OCDE. (2024). *Perspectives régionales de l'OCDE 2023 : Une géographie persistante des inégalités*. OECD. <https://doi.org/10.1787/faadf21c-fr>
- OECD. (2015). Stimuler l'investissement pour une croissance plus forte et durable. In OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2015 Issue 1* (p. 223-300). OECD. https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-1-46-fr
- OECD. (2019). *OECD Regional Outlook 2019 : Leveraging Megatrends for Cities and Rural Areas*. OECD. <https://doi.org/10.1787/9789264312838-en>
- Pereira, A. M., & Andraz, J. M. (2006). Public investment in transportation infrastructures and regional asymmetries in Portugal. *The Annals of Regional Science*, 40(4), 803-817. <https://doi.org/10.1007/s00168-006-0066-6>
- Perroux, F. (1950). Economic Space : Theory and Applications. *The Quarterly Journal of Economics*, 64(1), 89. <https://doi.org/10.2307/1881960>
- Ravallion, M. (2018). Inequality and Globalization : A Review Essay. *Journal of Economic Literature*, 56(2), 620-642. <https://doi.org/10.1257/jel.20171419>
- Rodríguez-Pose, A. (2013). Do Institutions Matter for Regional Development? *Regional Studies*, 47(7), 1034-1047. <https://doi.org/10.1080/00343404.2012.748978>

- Rodriguez-Pose, A., & Ezcurra, R. (2010). Does decentralization matter for regional disparities? A cross-country analysis. *Journal of Economic Geography*, 10(5), 619-644. <https://doi.org/10.1093/jeg/lbp049>
- Romer, P. M. (s. d.). Endogenous Technological Change. *JOURNAL OF POLITICAL ECONOMY*.
- Romer, P. M. (1986). Increasing Returns and Long-Run Growth. *Journal of Political Economy*, 94(5), 1002-1037. <https://doi.org/10.1086/261420>
- Stiglitz, J. E. (s. d.). *The Price of Inequality : How Today's Divided Society Endangers our Future*.
- Stiglitz, J. E., & Rosengard, J. K. (2015). *Economics of the public sector* (Fourth edition, international student edition). W.W. Norton & Company, Inc.
- Veganzones, M. A., & Ferrand, C. (s. d.). *Infrastructures, investissement et croissance : Un bilan de dix années de recherches*.